

- "AUTOFORM", dat voor het beroep "onderhoudsmecanicië van persoonlijke wagens en lichte utilitaire voertuigen (m/v)" geauditeerd is door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 072/030408;
- Het IFAPME-centrum van Luik-Huy-Verviers, geauditeerd voor het beroep "assistent(e)-boekhouder/houdster" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 044/091006;
- Het IFAPME-centrum van Luik-Huy-Verviers, geauditeerd voor het beroep "administratief bediende (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 065/290108;
- "Centre de validation bruxellois des métiers de la logistique", dat voor het beroep "bestuurder van vorkheftruck (m/v)" geauditeerd is door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 119/130910;
- "Centre bruxellois de validation des compétences des métiers de la logistique", geauditeerd voor het beroep "magazijnier (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 118/130910;

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de toekenning van erkenning door de drie partijen die de samenwerkingsovereenkomst van 21 maart 2019 hebben ondertekend, worden de erkenningen van de volgende centra voor de validering van de vaardigheden voor de duur van vijf jaar verleend aan:

- Het IFAPME-centrum van Charleroi, geauditeerd voor het beroep "dakwerker (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 188/310817;
- Het IFAPME-centrum van Luxemburg, geauditeerd voor het beroep "dakwerker (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 185/200717;
- Het IFAPME-centrum van Luxemburg, geauditeerd voor het beroep "metselaar (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 186/200717;
- Het valideringscentrum "BF Construction" dat voor het beroep "plaatser buitenschrijnwerken (m/v)" geauditeerd wordt door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 194/040518;
- Het valideringscentrum "BF Construction" dat voor het beroep "dakwerker (m/v)" geauditeerd is door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 194/040518;
- Het vaardigheidscentrum "Forem - Polygone de l'eau", geauditeerd voor het beroep "fonteinier (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 213/270120;
- "T-Event", dat voor het beroep "regisseur (m/v)" geauditeerd is door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 212/051219;
- Het IFAPME-centrum van Luik-Huy-Verviers, geauditeerd voor het beroep "schoonheidsspecialist(e)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 203/250419;
- Het IFAPME-centrum van Luik-Huy-Verviers, geauditeerd voor het beroep "plafonneerder-cementwerker (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 210/141119;
- Het IFAPME-centrum van Luik-Huy-Verviers, geauditeerd voor het beroep "plaatser buitenschrijnwerken (m/v)" door de keuringsinstelling BCCA, dossiernr. 211/141119;

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

De erkenningsperiode van vijf jaar gaat pas in op de datum waarop elk van de drie partijen die de samenwerkingsovereenkomst van 21 maart 2019 hebben ondertekend, een beslissing tot toekenning van de hernieuwing van de erkenning heeft genomen.

**Art. 4.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 december 2020.

Voor de Regering:  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44464]

**16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 68 insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19**

Rapport au Gouvernement

Objet : COVID-19

Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 68 insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19

La COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge et le nombre total de contaminations continue à augmenter. Si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit.

Il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de vaccination puissent être prises. A cet effet, la Conférence interministérielle santé a pris un certain nombre de décisions notamment en matière de vaccination et plus spécifiquement sur l'enregistrement des vaccinations contre la COVID-19.

Une disposition en matière de programmes de médecine préventive existe au niveau de l'article 47/17 du Code wallon de l'action sociale et de la santé.

Cependant, cet article n'envisage que la possibilité de passer par un centre d'opérationnalisation en médecine préventive afin de piloter un programme de médecine préventive. Or, il est nécessaire que le programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19 puisse être géré par une autre structure désignée par le Gouvernement et décliné en urgence via un protocole de mise en œuvre d'un programme de vaccination spécifique vu la pandémie mondiale.

Le présent projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux permet d'ajouter un article 47/17bis au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Cette disposition précise que le Gouvernement adopte un protocole de mise en œuvre d'un programme de vaccination à vocation régionale pour les adultes contre la COVID-19.

Les critères relatifs aux publics cibles et aspects financiers sont établis en concertation avec les autres entités et l'autorité fédérale compte tenu du caractère pandémique.

Ce protocole est proposé par l'AViQ et la Cellule COVID-19, pour ensuite être validé par le Gouvernement. A défaut d'une telle proposition dans un délai raisonnable, le Gouvernement adopte un tel protocole sur avis de ces deux instances. En effet, au regard de l'avis n° 68.435/4 du Conseil d'état, rendu le 14 décembre 2020, il convient de ne pas faire dépendre l'exécution d'une norme de la volonté de ces deux instances tout en privilégiant la possibilité pour celles-ci de soumettre une proposition adéquate au regard du contexte inédit dans lequel s'inscrit ce programme de vaccination.

Ce véhicule permet la flexibilité nécessaire dans l'hypothèse d'une nécessaire adaptation du programme de vaccination, notamment en raison de l'évolution de l'épidémie, des connaissances scientifiques relatives aux vaccins contre la COVID-19, de leurs caractéristiques et de leurs disponibilités. Il est également prévu que ce protocole puisse être scindé afin de mettre en œuvre le plus rapidement possible chacune des phases de la vaccination.

Conseil d'État  
Section de législation

Avis 68.435/4 du 14 décembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XXX 'insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19'

Le 7 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XXX 'insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 décembre 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier Delgrange, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 décembre 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge ;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit ;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de vaccination puissent être prises ;

Considérant qu'il est prévu que la vaccination de la population adulte contre la COVID-19 débutera dès le début de l'année 2021 ;

Considérant que l'urgence est justifiée ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, qu'un rapport au Gouvernement exposant la portée et les implications concrètes de l'arrêté soit publié en même temps que ce dernier, accompagné par le présent avis.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté de pouvoirs spéciaux en projet prévoit que le protocole définit et détaille notamment les « processus liés à l'échange de données ».

Interrogée quant à la question de savoir si les données dont question sont des données personnelles qui devraient être déterminées, dans le respect de l'article 22 de la Constitution, par une norme législative soumise à l'avis de l'Autorité de protection des données, la déléguée de la Ministre a répondu :

« Ne sont pas visées ici des données à caractère personnel. Il s'agit par exemple d'informations relatives à la planification en matière de vaccination ».

Dans cette mesure, l'avis de l'Autorité de protection des données n'est pas requis.

2. La matière de la vaccination pour adulte relève de la protection de la santé visée à l'article 23, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, de la Constitution.

La section de législation a déjà eu l'occasion de rappeler (1)

« [...] »

Il importe [...] de ne pas priver d'effet utile la distinction qu'opère la Constitution entre les matières qui ne sont pas réservées au législateur et pour lesquelles il appartient à celui-ci de décider s'il règle la matière lui-même ou s'il la confie au pouvoir exécutif, en application de l'article 105 de la Constitution pour ce qui concerne l'autorité fédérale et de l'article 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 pour ce qui concerne les entités fédérées (2)(3), et les matières constitutionnellement réservées au législateur, pour lesquelles le même choix ne peut revenir dans les mêmes termes au législateur. Compte tenu de la nécessité de donner un effet utile à la distinction que la Constitution établit entre les matières réservées au législateur et les matières non réservées, la section de législation est d'avis que l'obligation de déterminer l'objet des mesures sur lesquelles la délégation porte dans une matière réservée au législateur par l'article 23 de la Constitution implique qu'il appartient à celui-ci d'encadrer les délégations qu'il accorde au pouvoir exécutif en réglant lui-même à suffisance les éléments suivants : la portée, les conditions d'octroi et le champ d'application personnel des droits visés à l'article 23 de la Constitution ».

Le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux sera dès lors complété de manière à prévoir à tout le moins les critères de détermination des groupes cibles parmi les adultes qui sont les destinataires du programme de vaccination et les conditions financières d'accès des adultes concernés par ce programme.

3. La disposition en projet charge le Gouvernement d'adopter un « protocole ». Invitée à préciser quelle forme juridique prendra ce protocole, la déléguée de la Ministre a répondu

« Il est envisagé de l'adopter sur base d'une décision du Gouvernement wallon ».

S'agissant de l'exécution d'un arrêté de pouvoirs spéciaux, la forme que doit prendre cette exécution, en vertu de l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', est un arrêté du Gouvernement wallon.

Par ailleurs, il ne convient pas de prévoir que l'arrêté sera pris « sur proposition » de l'Agence et de la Cellule visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2020 'portant création d'une Cellule wallonne COVID-19', puisque cela revient à faire dépendre l'exécution d'une norme de la volonté de ces agence et cellule, ce qui est contraire à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980. Dès lors que les auteurs du projet souhaitent associer l'Agence et la Cellule à ce pouvoir d'exécution, il convient d'y procéder en leur attribuant une compétence consultative, ce qui implique de remplacer le mécanisme de proposition envisagé par la règle selon laquelle le Gouvernement adopte l'arrêté envisagé sur avis de ces organes (4).

Le Greffier,  
Charles-Henri Van Hove

Le Président,  
Martine Baguet

## Notes

(1) Avis n° 63.964/4/VR donné le 16 octobre 2018 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 25 avril 2019 'relative au patrimoine culturel mobilier et immatériel de la Région de Bruxelles-Capitale' Doc. parl., Parl. Rég. Brux-Cap., 2018-2019, n° A/813/1, pp. 64 à 90, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63964.pdf>, observation générale III, rappelé notamment dans l'avis n° 68.163/4 donné le 12 novembre 2020 sur un avant-projet, devenu projet de décret de la Région wallonne 'relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives', Doc. parl., Parl. wall., 2020-2021, n° 352/1, pp. 18 à 23, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68.163.pdf> et dans l'avis n° 68.229/2 donné le 5 novembre 2020 sur un avant-projet, devenu projet de décret-programme de la Communauté française 'portant diverses mesures visant à faire face aux conséquences de la crise du Coronavirus, aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, au fonds écurieul, à WBE, à la Santé, aux Médias, à l'Éducation permanente, aux bourses d'étude, à la Recherche scientifique, et à l'Enseignement obligatoire', Doc. parl., Parl. Com. fr., 2020-2021, n° 147/1, pp. 64 à 91, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68.229.pdf>.

(2) Note de bas de page n° 47 de l'avis cité : L'article 38 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' rend l'article 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 applicable au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

(3) Note de bas de page n° 48 de l'avis cité : Comme la Cour constitutionnelle l'a rappelé à diverses reprises, « [d]ans les matières que la Constitution ne réserve pas à la loi, il appartient, en principe, au législateur de décider s'il règle lui-même ces matières ou si, au contraire, il confie au pouvoir exécutif le soin d'établir une réglementation. En principe, il appartient également au législateur de décider si, dans ces matières, une telle habilitation du pouvoir exécutif doit être soumise ou non à des restrictions » (C.C., 8 mars 2012, n° 36/2012, B.6.1). Voir également, dans le même sens : C.C., 18 juillet 2013, n° 107/2013, B.10.2 ; 11 juin 2015, n° 86/2015, B.8 ; 28 avril 2016, n° 56/2016, B.14.4 ; 28 avril 2016, n° 57/2016, B.24.

(4) Voir en ce sens, par exemple, l'avis n° 47.155/2 donné le 16 septembre 2009 sur un avant-projet devenu la loi du 30 mars 2011 modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité', Doc. parl., Chambre, 2009-2010, n° 2572/1, pp. 23 à 31, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47155.pdf>.

**16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 68 insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2, § 1<sup>er</sup> ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2020 ;

Vu le rapport du 7 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 68.435/4 du Conseil d'État, donné le 14 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge ;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit ;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de vaccination puissent être prises ;

Considérant qu'il est prévu que la vaccination de la population adulte contre la COVID-19 débutera dès le début de l'année 2021 ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un article 47/17bis rédigé comme suit :

« Art. 47/17bis. Le Gouvernement adopte, sur proposition concertée ou à défaut, sur avis de l'Agence et de la Cellule visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2020 portant création d'une Cellule wallonne COVID-19, un protocole de mise en œuvre d'un programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19.

Le protocole est établi conformément aux décisions de la Conférence interministérielle Santé publique relatives aux règles de détermination des groupes cibles visés dans la population adulte et, le cas échéant, de fixation des conditions financières d'accès des adultes concernés par ce programme.

Ce protocole définit et détaille notamment les procédures, publics cibles, lieux de vaccination, flux logistiques, processus liés à l'échange de données, phasages des actions, communication et type d'évaluation qui doivent être réalisées pour la mise en œuvre du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19.

Ce protocole peut être scindé en plusieurs parties portant sur les modalités relatives à une ou plusieurs phases correspondant à des publics cibles visés par le programme de vaccination.

Ce protocole est adapté, le cas échéant, conformément à la procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».



**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 17 décembre 2020.

**Art. 4.** La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44464]

**16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 68 tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19**

Verslag aan de Regering

Betreft: COVID-19

Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 68 tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19

COVID-19 blijft circuleren in Europa en België en het totale aantal besmettingen blijft toenemen. Hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, blijven er enkele bestaan en vormt de COVID-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard.

Het is van vitaal belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige vaccinatiemaatregelen kunnen worden genomen; Daartoe heeft de Interministeriële Conferentie voor Volksgezondheid een aantal beslissingen genomen, met name over vaccinatie en meer in het bijzonder over de registratie van vaccinaties tegen COVID-19.

Artikel 47/17 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bevat een bepaling over de programma's voor preventieve geneeskunde.

In dit artikel wordt echter alleen ingegaan op de mogelijkheid om via een operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde een pilootproject voor een programma voor preventieve geneeskunde uit te voeren. Het is echter noodzakelijk dat het vaccinatieprogramma voor volwassenen tegen COVID-19 door een andere, door de regering aangewezen structuur kan worden beheerd en met het oog op de wereldwijde pandemie met spoed wordt afgewezen via een protocol voor de uitvoering van een specifiek vaccinatieprogramma.

Het ontwerpbesluit van bijzondere machten maakt het mogelijk om een artikel 47/17bis toe te voegen aan het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Deze bepaling bepaalt dat de regering een protocol aanneemt voor de uitvoering van een regionaal vaccinatieprogramma voor volwassenen tegen COVID-19.

De criteria voor de doelgroepen en de financiële aspecten worden vastgesteld in overleg met de andere deelgebieden en de federale overheid, rekening houdend met het pandemische karakter.

Dit protocol wordt voorgesteld door het AViQ en de COVID-19-cel en vervolgens gevalideerd door de regering. Indien een dergelijk voorstel niet binnen een redelijke termijn wordt ingediend, stelt de Regering op advies van deze twee instanties een dergelijk protocol vast. In het licht van advies nr. 68.435/4 van de Raad van State, uitgebracht op 14 december 2020, is het raadzaam de toepassing van een norm niet afhankelijk te maken van de wil van deze twee instanties, maar wel prioriteit te geven aan de mogelijkheid voor hen om een passend voorstel in te dienen in het licht van de nieuwe context waarin dit vaccinatieprogramma plaatsvindt.

Dit instrument biedt de nodige flexibiliteit in geval van een noodzakelijke aanpassing van het vaccinatieprogramma, met name vanwege de ontwikkeling van de epidemie, de wetenschappelijke kennis van de vaccins tegen COVID-19, hun kenmerken en hun beschikbaarheid. Er wordt ook bepaald dat dit protocol kan worden opgesplitst om elk van de vaccinatiefasen zo snel mogelijk uit te voeren.

---

Raad van State  
Afdeling Wetgeving

Advies 68.435/4 van 14 december 2020 in verband met een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XXX 'tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19'

Op 7 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XXX 'tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 december 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitster, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles—Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 december 2020.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheidscrisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake vaccinatie kunnen worden genomen;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat COVID-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat COVID-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige vaccinatiemaatregelen kunnen worden genomen;

Overwegende dat de vaccinatie van de volwassen bevolking tegen COVID-19 gepland is om begin 2021 te beginnen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is”.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de 'Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot het voltooiën van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

#### VOORAFGAANDE OPMERKING

Voorgesteld wordt, al is dat niet vormelijk vereist in artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State', dat een verslag aan de Regering waarin de draagwijdte en de concrete implicaties van het besluit uiteengezet worden, tegelijk daarmee worden bekendgemaakt, samen met huidige advies.

#### ALGEMENE BEMERKINGEN

1. Het in ontwerp zijnde besluit van bijzondere machten bepaalt dat het protocol met name omstandig ingaat op de “processen in verband met de gegevensuitwisseling”.

De vraag of de gegevens waarvan sprake persoonsgegevens zijn die met inachtneming van artikel 22 van de Grondwet bepaald zouden moeten worden door een wetgevende norm, ter advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, wordt door de afgevaardigde van de Minister als volgt beantwoord:

“Hier worden geen persoonsgegevens beoogd. Het betreft bijvoorbeeld informatie in verband met de planificatie inzake vaccinatie”.

Dienaangaande is het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit niet vereist.

2. De materie “vaccinatie voor volwassenen” valt onder de bescherming van de gezondheid, bedoeld in artikel 23, lid 3, 2°, van de Grondwet.

De afdeling wetgeving heeft reeds gelegenheid gehad daarop te wijzen (1)

« [...]

Het onderscheid dat de Grondwet maakt tussen de materies die niet aan de wetgever zijn voorbehouden en waarvoor genoemde wetgever beslist of hijzelf de materie regelt dan wel of hij ze toevertrouwt aan de uitvoerende macht overeenkomstig artikel 105 van de Grondwet voor wat betreft de federale overheid en artikel 78 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor wat de deelgebieden betreft (2)(3), en de materies die grondwettelijk aan de wetgever zijn voorbehouden, waarvoor de wetgever niet in dezelfde bewoordingen dezelfde keuze toegewezen wordt, mag [...] niet van een nuttig gevolg worden ontdaan. Rekening houdend met de noodzaak om het onderscheid, vastgesteld door de Grondwet, tussen de materies voorbehouden aan de wetgever, en de materies die niet zijn voorbehouden, van een nuttig gevolg te voorzien, acht de afdeling wetgeving dat de verplichting om de inhoud van de maatregelen te bepalen, waar de delegatie betrekking op heeft in een materie, voorbehouden aan de wetgever bij artikel 23 van de Grondwet, impliceert dat laatstgenoemde wetgever de delegaties die hij de uitvoerende macht toewijst van een kader voorziet door volgende gegevens afdoende te regelen: draagwijdte, toekenningsvoorwaarden en persoonlijk toepassingsgebied bedoeld in artikel 23 van de Grondwet”.

Het ontwerp-besluit van bijzondere machten zal bijgevolg zodanig worden aangevuld dat minstens dient te worden voorzien in de criteria ter bepaling van de doelgroepen onder de volwassen voor wie het vaccinatieprogramma bestemd is en in de financiële voorwaarden waaronder betrokken volwassenen toegang tot gezegd programma zullen krijgen.

3. De bepaling in ontwerp belast de Regering ermee, een “protocol” aan te nemen. Gevraagd naar de juridische vorm dat dit protocol zal aannemen, verstrekt de afgevaardigde van de Minister nader antwoord:

“Overwogen wordt, het aan te nemen op grond van een beslissing van de Waalse Regering”.

Daar het de uitvoering van een besluit van bijzondere machten betreft, is de vorm die deze uitvoering krachtens artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ aan dient te nemen, een besluit van de Waalse Regering.

Overigens dient niet te worden bepaald dat het besluit zal worden genomen “op voorstel” van het Agentschap en de Cel bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2020 ‘houdende oprichting van een Waalse cel COVID-19’, daar dit erop neerkomt de uitvoering van een norm af te laten hangen van genoemd agentschap en genoemde cel, wat indruist tegen artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Voor zover de stellers van het ontwerp het Agentschap en de Cel bij deze uitvoeringsmacht willen betrekken, moeten ze dit doen door hen een adviesverlenende bevoegdheid toe te wijzen, wat inhoudt dat het voorstelmechanisme, overwogen in de regel dat de Regering het overwogen besluit aanneemt op advies van gezegde organen, dient te worden vervangen (4).

De Griffier,  
Charles-Henri Van Hove

De Voorzitter,  
Martine Baguet

Nota’s

(1) Advies nr 63.964/4/VR, uitgebracht op 16 oktober 2018 op het voorontwerp, ordonnantie geworden van 25 april 2019 ‘betreffende het roerend en immaterieel cultureel erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, Parl. St., Parl. Bruss. Hoofdst. Gew., 2018 2019, nr. A/813/1, blz. 64 tot 90, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63964.pdf>, algemene bemerking III, met name herinnerd in advies nr. 68.163/4, gegeven op 12 november 2020 op een voorontwerp, ontwerp-decreet geworden van het Waals Gewest, ‘betreffende de subsidies toegekend aan sommige investeringen inzake sportinfrastructuren en tot opheffing van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur’, Parl. St., Waals Parl., 2020 2021, nr. 352/1, blz. 18 tot 23, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68.163.pdf> en in advies nr. 68.229/2, uitgebracht op 5 november 2020 over een voorontwerp, ontwerp-programmadecreet geworden van de Franse Gemeenschap, ‘houdende verscheidene maatregelen om het hoofd te bieden aan de gevolgen aan de gevolgen van de crisis van het coronavirus, de schoolgebouwen, de begrotingsfondsen, het ‘fonds écoreuil’, WBE, Gezondheid, Media, Permanente Vorming, studiebeurzen, Wetenschappelijk Onderzoek en Verplicht Onderwijs, Parl. St., Parl. Fr. Gem., 2020-2021, nr. 147/1, blz. 64 tot 91, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68.229.pdf>./dbx/avis/47155.pdf

(2) Voetnoot blz. nr 47 van genoemd advies : Artikel 38 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ maakt artikel 78 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing op de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

(3) Voetnoot nr. 48 van bovengenoemd advies : Zoals verscheidene malen aangehaald door het Grondwettelijk Hof, « is het in de materies die de Grondwet niet aan de wet voorbehoudt, in principe, de wetgever die beslist of hijzelf deze materies regelt dan wel of hij in tegendeel de uitvoerige macht de zorg overlaat om een reglementering vast te stellen. In principe behoort het eveneens de wetgever toe om te beslissen of een dergelijke machtiging van de uitvoerende macht in deze materies al dan niet aan beperkingen dient te worden onderworpen » (GwH, 8 maart 2012, nr 36/2012, B.6.1). Zie eveneens, in gelijke zin: GwH, 18 juli 2013, nr 107/2013, B.10.2 ; 11 juni 2015, nr 86/2015, B.8 ; 28 april 2016, nr 56/2016, B.14.4 ; 28 april 2016, nr 57/2016, B.24.

(4) Zie in deze zin bijvoorbeeld advies nr. 47.155/2 uitgebracht op 16 september 2009 over een voorontwerp wet geworden van 30 maart 2011 ‘tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’, Parl. St, Kamer, 2009-2010, nr. 2572/1, blz. 23 tot 31, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47155.pdf>.

**16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 68 tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, artikel 2, § 1;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2020;

Gelet op het rapport van 7 december 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaats gehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies 68.435/4 van de Raad van State, uitgebracht op 14 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>b</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheids crisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake vaccinatie kunnen worden genomen;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat COVID-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat COVID-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige vaccinatiemaatregelen kunnen worden genomen;

Overwegende dat de vaccinatie van de volwassen bevolking tegen COVID-19 gepland is om begin 2021 te beginnen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een artikel 47/17bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 47/17bis. De Regering neemt op basis van een overlegd voorstel of, bij gebrek daaraan, op basis van een advies van het Agentschap en de Cel bedoeld in artikel 1 van het Besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2020 houdende oprichting van een Waalse cel COVID-19, een protocol aan voor de uitvoering van een vaccinatieprogramma voor volwassenen tegen COVID-19.

Het protocol wordt opgesteld overeenkomstig de beslissingen van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid betreffende de regels voor de vaststelling van de doelgroepen van de volwassen bevolking en, in voorkomend geval, voor de vaststelling van de financiële voorwaarden voor de toegang van de bij dit programma betrokken volwassenen.

In dit protocol worden onder andere de procedures, de doelgroepen, de vaccinatieplaatsen, de logistieke stromen, de gegevensuitwisselingsprocessen, de fasering van de acties, de communicatie en het type evaluatie dat moet worden uitgevoerd voor de uitvoering van het vaccinatieprogramma voor volwassenen tegen COVID-19 gedefinieerd en nader uitgewerkt.

Dit protocol kan worden onderverdeeld in verschillende delen die betrekking hebben op de modaliteiten betreffende een of meer fasen die overeenkomen met de doelgroepen waarop het vaccinatieprogramma zich richt.

Dit protocol wordt zo nodig aangepast volgens de in het eerste lid bedoelde procedure."

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 17 december 2020.

**Art. 4.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE